



## Conseil économique et social

Distr. générale  
27 décembre 2005  
Français  
Original: anglais

---

### Commission du développement social

#### Quarante-quatrième session

8-17 février 2006

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire

**Suivi du Sommet mondial pour le développement social**

**et de la vingt-quatrième session extraordinaire**

**de l'Assemblée générale : thème prioritaire :**

**examen de la première Décennie des Nations Unies**

**pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006)**

**Déclaration présentée par la Fédération internationale  
pour l'économie familiale, le Centre italien de solidarité,  
New Humanity et l'Association soroptimiste internationale,  
organisations non gouvernementales dotées du statut  
consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu le texte de la déclaration ci-après, qui est distribué en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

\* \* \*

---

\*E/CN.5/2006/1.



## Déclaration

« La lutte contre la pauvreté a enregistré des résultats contrastés. Dans de nombreux pays, le nombre des plus démunis a augmenté depuis 1995. La prestation de services sociaux s'est détériorée dans nombre de pays en développement, de sorte qu'une grande partie de la population n'a pas accès aux services sociaux de base... » (voir résolution S-24/2 de l'Assemblée générale, annexe, sect. II, par. 10).

« Nous ne ménagerons aucun effort pour délivrer nos semblables – hommes, femmes et enfants – de la misère, phénomène abject et déshumanisant qui touche actuellement plus d'un milliard de personnes » (voir résolution 55/2 de l'Assemblée générale, sect. III, par. 11).

Dans sa résolution 50/107 de janvier 1996, l'Assemblée générale a fait référence à la célébration de l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté et proclamé la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006).

En décembre 1996, l'Assemblée générale a déclaré que la Décennie aurait pour thème général « L'élimination de la pauvreté est un impératif éthique, social, politique et économique pour l'humanité » (résolution 51/178).

Déjà, en août 1974, les participants à la Conférence mondiale de la population tenue à Bucarest avaient déploré qu'une partie considérable de la population mondiale vive dans des régions où l'approvisionnement en produits alimentaires est précaire, que des centaines de millions d'habitants du monde soient sous-alimentés et que des millions soient exposés au risque de famine (rapport de la Conférence mondiale des Nations Unies sur la population, 19-30 août 1974, E/CONF.60/19).

En 1995, les participants au Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 6-12 mars 1995) ont déclaré, au chapitre 2 du Programme d'action du Sommet, que « plus d'un milliard de personnes au monde vivent aujourd'hui dans des conditions inacceptables de pauvreté, surtout dans les pays en développement, et plus particulièrement dans les zones rurales des pays à faible revenu d'Asie et du Pacifique, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, et les pays les moins avancés ».

Il est regrettable de constater que la situation n'a pas véritablement évolué à ce jour et qu'une pauvreté généralisée persiste dans de nombreux pays du monde.

Les efforts visant à réduire massivement et à éliminer la pauvreté devraient tenir compte du fait que le phénomène économique et social qu'est la pauvreté est particulièrement complexe et a des répercussions tragiques sur les familles, qui devraient disposer de davantage de moyens et de possibilités d'agir par elles-mêmes.

Dans le monde entier, la guerre, la pauvreté, les catastrophes naturelles et les crises économiques provoquent l'éclatement des familles.

Bien que, dans de nombreux cas, la famille puisse offrir une protection contre la pauvreté à court terme due à des facteurs tels que le chômage, la maladie ou l'affaiblissement des membres vieillissants, la pauvreté à long terme menace la capacité des familles de pourvoir aux besoins de leurs membres et, à terme,

déstabilise des familles entières et provoque des bouleversements majeurs parmi les populations.

La pauvreté frappe plus particulièrement les femmes qui vivent seules et ne disposent pas de revenus suffisants, les femmes manquant de ressources pour nourrir leur famille et les femmes ayant une personne malade ou handicapée à charge.

En dépit des difficultés et des épreuves, la famille a montré sa robustesse, et ses membres continuent d'y puiser force et inspiration. Les gouvernements pourraient déployer davantage d'efforts pour aider les familles à s'adapter et à prospérer, de manière à jouer le rôle qui leur revient sur les plans social, culturel et économique. En effet, l'influence de la famille ne se limite pas aux membres qui la composent; elle touche également la cohésion et la stabilité sociales.

En même temps, la famille a continué d'évoluer et de se diversifier. Il faudrait donc revoir les politiques de façon à ce qu'elles tiennent compte de cette évolution et adopter une approche plus globale afin d'harmoniser les mesures prises en faveur de la famille.

La famille est le principal agent du développement durable, qui dépend, en effet, dans une large mesure, de la maturité sociale, émotionnelle, culturelle et politique de l'ensemble de ses membres.

La reconnaissance du rôle joué par la famille dans le développement social passe par une conception cohérente de questions telles que la répartition des ressources mondiales, l'élimination de la pauvreté ou l'éducation et la santé pour tous, dans un contexte de sécurité humaine.

Dans la résolution S-24/2 susmentionnée, qu'elle a adoptée à sa vingt-quatrième session extraordinaire, l'Assemblée générale reconnaît que « la famille est la cellule de base de la société et qu'elle joue un rôle clef dans le développement social en même temps qu'elle constitue une grande force de cohésion et d'intégration sociales et [qu'il] conviendrait d'aider davantage les familles à assumer leur rôle de soutien et d'éducation, de prêter davantage attention aux causes et aux conséquences de la désintégration de la famille et d'adopter des mesures permettant aux hommes et aux femmes de concilier le travail et la vie familiale » (voir résolution S-24/2 de l'Assemblée générale, annexe, sect. III, par. 56).

La famille devrait également être considérée comme un élément important du progrès social et des activités liées au développement menées par les organismes des Nations Unies.

Dans ce contexte, bien que la suite donnée à l'Année internationale de la famille 10 ans après sa célébration soit inscrite à l'ordre du jour et figure dans le programme de travail pluriannuel de la Commission du développement social jusqu'à 2006, la question de la famille, en tant qu'entité sociale directement concernée par les problèmes de ses membres, devrait demeurer inscrite à l'ordre du jour et dans le programme de travail futurs de la Commission car elle constitue un élément essentiel des politiques sociales et du développement social.